

RCS : LYON

Code greffe : 6901

Actes des sociétés, ordonnances rendues en matière de société, actes des personnes physiques

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

Le greffier du tribunal de commerce de LYON atteste l'exactitude des informations transmises ci-après

Nature du document : Actes des sociétés (A)

Numéro de gestion : 2007 B 00564

Numéro SIREN : 492 932 843

Nom ou dénomination : CABINET JEAN-PIERRE CONSTANT

Ce dépôt a été enregistré le 12/07/2021 sous le numéro de dépôt A2021/025697

"CABINET JEAN-PIERRE CONSTANT"

Société à Responsabilité Limitée au capital de 14 000 euros

Siège social : LYON (69006) 66, Quai Charles de Gaulle

492 932 843 RCS LYON

PROCES-VERBAL DES DECISIONS DE L'ASSOCIEE UNIQUE

DU 25 NOVEMBRE 2020

L'an deux mille vingt,
Et le vingt-cinq novembre, à 15 heures.

La société "GROUPE INELYS", Société à Responsabilité Limitée au capital de 2 500 000 euros, dont le siège social est à LYON (69006) 66, Quai Charles de Gaulle - Cité Internationale, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés et identifiée sous le numéro 794 378 836 RCS LYON, représentée par Monsieur Nicolas PRIEST, Gérant,

Propriétaire de la totalité des CENT QUARANTE (140) parts sociales de CENT euros (100 €) de valeur nominale chacune composant le capital de la société "CABINET JEAN-PIERRE CONSTANT", Société à Responsabilité Limitée au capital de 14 000 euros dont le siège social est à LYON (69006) 66, Quai Charles de Gaulle, inscrite au Registre du Commerce et des Sociétés et identifiée sous le numéro 492 932 843 RCS LYON,

Associée unique de ladite société,

APRES AVOIR PREALABLEMENT RAPPELE :

1. que sont à la disposition de l'Associée unique les documents légaux et notamment :

- le rapport de la Gérance de la société en vue des présentes décisions,
- le projet, préparé par le Gérant de la société, des décisions à prendre,
- un exemplaire des statuts de la société.

2. qu'ont été tenus au siège social à la disposition de l'Associée unique, quinze jours avant la date de ce jour :

- le rapport de la Gérance en vue des présentes décisions,
- le projet, préparé par le Gérant de la société, des décisions à prendre,
- les statuts de la société,

A PRIS ENSUITE LES DECISIONS SUIVANTES :

1. Autorisation d'une mutation de parts sociales et agrément de la société "INELYS CONSULTING" en qualité de nouvelle associée,
2. Modifications statutaires corrélatives,
3. Pouvoirs pour les formalités légales et réglementaires.

oOo

NP

PREMIERE DECISION

L'Associée unique, connaissance prise du projet, qui lui a été notifié ainsi qu'à la société, d'apport :

PAR la société "GROUPE INELYS",

AU PROFIT DE la société "INELYS CONSULTING", Société par Actions Simplifiée au capital de 1 000 euros dont le siège social est à LYON (69006) 66, Quai Charles de Gaulle - Cité Internationale, inscrite au Registre du Commerce et des Sociétés et identifiée sous le numéro 883 163 289 RCS LYON,

DE la pleine propriété des CENT QUARANTE (140) parts sociales qui lui appartiennent au capital de la société,

autorise ledit apport de parts sociales et agrée en qualité de nouvelle associée la société "INELYS CONSULTING", conformément aux dispositions de l'article 15 B des statuts.

DEUXIEME DECISION

En conséquence de la décision qui précède, l'Associée unique décide, sous condition suspensive de la réalisation définitive de l'apport de parts sociales ci-avant autorisé, de modifier l'article 7 des statuts de la société qui sera rédigé ainsi qu'il suit à compter du jour où ledit apport sera devenu opposable à la société :

« ARTICLE 7 : CAPITAL SOCIAL / REPARTITION DES PARTS / LISTE DES ASSOCIES

Le capital social est fixé à la somme de QUATORZE MILLE euros (14 000 €). Il est divisé en CENT QUARANTE (140) parts de CENT euros (100 €) de valeur nominale chacune, numérotées de 1 à 140, toutes de même catégorie, entièrement souscrites, libérées et détenues en intégralité par la société "INELYS CONSULTING", Associée unique.

[...] »

TROISIEME DECISION

L'Associée unique confère tous pouvoirs au porteur d'un exemplaire original, d'une copie certifiée conforme ou d'un extrait certifié conforme du présent procès-verbal à l'effet d'accomplir toutes formalités légales et réglementaires.

CLOTURE

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée.

Des décisions de l'Associée unique, il a été dressé le présent procès-verbal qui a été signé par l'Associée unique de la société.

Pour la société "GROUPE INELYS"
Nicolas PRIEST, Gérant
Associée unique



"INELYS CONSULTING"

Société par Actions Simplifiée au capital de 1 000 euros

Siège social : LYON (69006) 66, Quai Charles de Gaulle - Cité Internationale
883 163 289 RCS LYON

**PROCES-VERBAL DES DECISIONS DE L'ASSOCIEE UNIQUE
DU 27 NOVEMBRE 2020**

L'an deux mille vingt,
Et le vingt-sept novembre, à 9 heures.

La société "GROUPE INELYS", Société à Responsabilité Limitée au capital de 2 500 000 euros, dont le siège social est à LYON (69006) 66, Quai Charles de Gaulle - Cité Internationale, inscrite au Registre du Commerce et des Sociétés et identifiée sous le numéro 794 378 836 RCS LYON, représentée par Monsieur Nicolas PRIEST, Gérant, déclarant avoir tous pouvoirs à l'effet des présentes,

Propriétaire de la totalité des MILLE (1 000) actions composant le capital de la société "INELYS CONSULTING", Société par Actions Simplifiée au capital de 1 000 euros dont le siège social est à LYON (69006) 66, Quai Charles de Gaulle - Cité Internationale, inscrite au Registre du Commerce et des Sociétés et identifiée sous le numéro 883 163 289 RCS LYON,

En présence de Monsieur Nicolas PRIEST, Président non associé,

APRES AVOIR EXPOSE QUE :

- le projet des décisions de l'Associée unique, le rapport du Président, et généralement les documents réglementaires ont été mis à la disposition de l'Associée unique dans les délais légaux et réglementaires,
- le rapport, en date du 17 novembre 2020, du Commissaire aux Apports désigné, dans les conditions prévues à l'article L 225-147 du Code de commerce sur renvoi de l'article L 227-1 du même Code, par décision de l'Associée unique de la société "INELYS CONSULTING" en date du 12 novembre 2020, a été déposé au siège social depuis cette date et au Greffe du Tribunal de Commerce de LYON depuis le 18 novembre 2020,

ET PRIS CONNAISSANCE :

- du rapport du Président,
- du traité d'apport en nature et en numéraire conclu le 12 novembre 2020,
- du rapport du Commissaire aux Apports,

Enregistré à : SERVICE DEPARTEMENTAL DE L'ENREGISTREMENT
LYON
Le 02/12/2020 Dossier 2020 00059247, référence 6904P61 2020 A 19434
Enregistrement : 0 € Pénalités : 0 €
Total liquidé : Zero Euro
Montant reçu : Zero Euro
Le Contrôleur des finances publiques

Mme P...
Contrôleur des finances publiques

MP

A PRIS ENSUITE LES DECISIONS SUIVANTES :

1. Augmentation du capital social par voie d'apports en nature et en numéraire de 7 360 000 euros par émission de 7 360 000 actions nouvelles de 1 euro de valeur nominale chacune, au prix unitaire de 1 euro ; approbation des apports, de leur évaluation et de leur rémunération ; constatation de la réalisation de l'augmentation de capital,
2. Autorisation des apports en nature,
3. Modifications statutaires corrélatives,
4. Autres modifications statutaires,
5. Pouvoirs pour les formalités légales et réglementaires.

oOo

PREMIERE DECISION

L'Associée unique, après avoir pris connaissance du contrat d'apport en nature et en numéraire en date du 12 novembre 2020 et des rapports du Président et du Commissaire aux apports, approuve le contrat d'apport conclu entre la société et la société "GROUPE INELYS" dans toutes ses stipulations et accepte, sous la condition suspensive de l'approbation de l'évaluation des apports conformément à la loi, les apports faits à la société par la société "GROUPE INELYS", à savoir :

Apports en nature :

- ✓ la pleine propriété de DEUX MILLE CINQ CENTS (2 500) actions de QUATRE euros (4 €) de valeur nominale chacune, entièrement libérées, qui lui appartiennent au capital de la société "CABINET CHAPPUIS", Société par Actions Simplifiée au capital de 10 000 euros, dont le siège social est à ANNECY (74940) 52, Avenue de la Mavéria - Annecy-le-Vieux, inscrite au Registre du Commerce et des Sociétés et identifiée sous le numéro 352 985 188 RCS ANNECY,
- ✓ la pleine propriété de CENT QUARANTE (140) parts sociales de CENT euros (100 €) de valeur nominale chacune, entièrement libérées, portant les numéros 1 à 140, qui lui appartiennent au capital de la société "CABINET JEAN-PIERRE CONSTANT", Société à Responsabilité Limitée au capital de 14 000 euros, dont le siège social est à LYON (69006) 66, Quai Charles de Gaulle, inscrite au Registre du Commerce et des Sociétés et identifiée sous le numéro 492 932 843 RCS LYON,
- ✓ la pleine propriété de DEUX MILLE CINQ CENTS (2 500) parts sociales de 15,24449 euros de valeur nominale chacune, entièrement libérées, portant les numéros 1 à 2 500, qui lui appartiennent au capital de la société "ASSISTANCE CONSEIL GESTION FRANCE", Société à Responsabilité Limitée au capital de 38 112,25 euros, dont le siège social est à PARIS (75012) 14, Rue Théophile Roussel, inscrite au Registre du Commerce et des Sociétés et identifiée sous le numéro 392 643 433 RCS PARIS,
- ✓ la pleine propriété de CENT (100) parts sociales de CENT euros (100 €) de valeur nominale chacune, entièrement libérées, qui lui appartiennent au capital de la société "INELYS", Société à Responsabilité Limitée au capital de 10 000 euros, dont le siège social est à LYON (69006) 66, Quai Charles de Gaulle, inscrite au Registre du Commerce et des Sociétés et identifiée sous le numéro 500 725 601 RCS LYON,
- ✓ la pleine propriété de QUATORZE MILLE CINQ CENT SOIXANTE DIX-HUIT (14 578) parts sociales de UN euro (1 €) de valeur nominale chacune, entièrement libérées, portant les numéros 1 à 14 578, qui lui appartiennent au capital de la société "INELYS SOLAIRE", Société à Responsabilité Limitée au capital de 14 578 euros, dont le siège social est à LYON (69006) 66, Quai Charles de Gaulle, inscrite au Registre du Commerce et des Sociétés et identifiée sous le numéro 794 582 890 RCS LYON,

- ✓ la pleine propriété de DIX-HUIT MILLE (18 000) parts sociales de VINGT-CINQ euros (25 €) de valeur nominale chacune, entièrement libérées, portant les numéros 1 à 18 000, qui lui appartiennent au capital de la société "FIDUCIAIRE D'AUDIT D'EXPERTISE ET DE CONSEILS", Société à Responsabilité Limitée au capital de 450 000 euros, dont le siège social est à PARIS (75012) 39, Rue de Wattignies, inscrite au Registre du Commerce et des Sociétés et identifiée sous le numéro 382 932 069 RCS PARIS,
- ✓ la pleine propriété de SOIXANTE (60) actions de SIX CENT QUATRE-VINGTS euros (680 €) de valeur nominale chacune, qui lui appartiennent au capital de la société "CABINET S M 2 A", Société par Actions Simplifiée au capital de 40 800 euros dont le siège social est à PARIS (75012) 98, Avenue de Saint-Mandé, inscrite au Registre du Commerce et des Sociétés et identifiée sous le numéro 380 486 167 RCS PARIS,
- ✓ la pleine propriété de DOUZE MILLE QUATRE CENT QUATRE-VINGT QUINZE (12 495) parts sociales de UN euro (1 €) de valeur nominale chacune, entièrement libérées, portant les numéros 1 à 12 495, qui lui appartiennent au capital de la société "INELYS EXPERTISE", Société à Responsabilité Limitée au capital de 14 700 euros, dont le siège social est à LYON (69006) 66, Quai Charles de Gaulle, inscrite au Registre du Commerce et des Sociétés et identifiée sous le numéro 531 061 604 RCS LYON,
- ✓ la pleine propriété de SIX MILLE (6 000) actions de UN euro (1 €) de valeur nominale chacune, entièrement libérées, qui lui appartiennent au capital de la société "IM EXPERTISE", Société par Actions Simplifiée au capital de 10 000 euros, dont le siège social est à LYON (69006) 66, Quai Charles de Gaulle, inscrite au Registre du Commerce et des Sociétés et identifiée sous le numéro 531 705 853 RCS LYON.

Apport en numéraire :

- ✓ Apport de la somme de MILLE NEUF CENT VINGT-TROIS euros SOIXANTE CINQ centimes (1 923,65 €).

L'Associée unique autorise à toutes fins utiles lesdits apports en nature et en numéraire.

DEUXIEME DECISION

Sous la même condition suspensive, l'Associée unique décide d'augmenter le capital social de SEPT MILLIONS TROIS CENT SOIXANTE MILLE euros (7 360 000 €), pour le porter de MILLE euros (1 000 €) à SEPT MILLIONS TROIS CENT SOIXANTE-ET-UN MILLE euros (7 361 000 €), par la création, dans les conditions prévues au contrat d'apport, de SEPT MILLIONS TROIS CENT SOIXANTE MILLE (7 360 000) actions de UN euro (1 €) de valeur nominale chacune, entièrement libérées et attribuées à la société "GROUPE INELYS".

Ces actions nouvelles sont émises en pleine propriété à la valeur nominale, soit au prix de UN euro (1 €) l'une.

L'Associée unique constate que la société "GROUPE INELYS" a immédiatement souscrit en totalité à l'augmentation de capital par voie d'apports en nature et en numéraire d'un montant total de SEPT MILLIONS TROIS CENT SOIXANTE MILLE euros (7 360 000 €), et a procédé à la libération du montant total de sa souscription dans les conditions suivantes :

- à concurrence de la somme de SEPT MILLIONS TROIS CENT CINQUANTE HUIT MILLE SOIXANTE SEIZE euros TRENTA CINQ centimes (7 358 076,35 €), par la mise à disposition effective de la société des titres apportés,

ls

- à concurrence de la somme de MILLE NEUF CENT VINGT-TROIS euros SOIXANTE CINQ centimes (1 923,65 €), au moyen d'un virement sur le compte « Augmentation de capital » spécialement ouvert à cet effet, ainsi qu'en atteste le certificat du dépositaire des fonds, dont un exemplaire est et demeurera ci-annexé, établi le 25 novembre 2020 par la Banque CIC - LYONNAISE DE BANQUE, Agence « CIC RHONE CENTRE ENTREPRISES » sise à LYON (69001) 8, Rue de la République,

et que les actions nouvelles sont ainsi libérées immédiatement à la souscription.

Les actions nouvelles émises, qui seront soumises à toutes les dispositions statutaires, seront assimilées aux actions anciennes et jouiront des mêmes droits à compter de la date de la réalisation de l'augmentation de capital, sauf en ce qui concerne le dividende auquel elles auront droit pour la totalité de l'exercice au cours duquel elles seront créées.

En particulier, elles devront recevoir, en cas de remboursement total ou partiel du capital social, en cours de société ou lors de sa liquidation, la même somme nette, toutes taxes et impôts, spécialement par voie de retenue à la source, frappant ces répartitions ou ces remboursements, étant répartis uniformément, compte tenu de leur valeur nominale, entre toutes les actions composant alors le capital social, quelle que soit leur origine ou leur date d'émission ou de création.

TROISIEME DECISION

L'Associée unique, après avoir pris connaissance du rapport, dont la copie demeurera ci-annexée au présent procès-verbal, du Commissaire aux apports désigné, dans les conditions prévues à l'article L 225-147 du Code de commerce sur renvoi de l'article L 227-1 du même Code, par décision de l'Associée unique, approuve l'évaluation, arrêtée globalement à SEPT MILLIONS TROIS CENT SOIXANTE MILLE euros (7 360 000 €), des apports en nature et en numéraire consentis à la société par la société "GROUPE INELYS", ainsi que la rémunération proposée, soit l'attribution de la pleine propriété de SEPT MILLIONS TROIS CENT SOIXANTE MILLE (7 360 000) actions nouvelles de la société, à la société "GROUPE INELYS".

QUATRIEME DECISION

L'Associée unique constate que par suite des décisions qui précèdent, l'augmentation de capital par apports en nature et en numéraire est définitivement réalisée.

CINQUIEME DECISION

Comme conséquence des décisions qui précèdent, l'Associée unique, après avoir entendu la lecture du rapport du Président, décide de modifier les articles 6 et 7 des statuts de la société qui seront désormais rédigés ainsi qu'il suit :

« ARTICLE 6 - APPORTS

1. Lors de sa constitution, la société a reçu l'apport en numéraire d'une somme de MILLE euros, ci..... 1 000,00 €

2. Suivant décisions de l'Associée unique en date du 27 novembre 2020, le capital a été augmenté d'un montant de SEPT MILLIONS TROIS CENT SOIXANTE MILLE euros (7 360 000 €), ci + 7 360 000,00 €

par suite des apports en nature et en numéraire consentis par la société "GROUPE INELYS" de :

MP

- la pleine propriété de DEUX MILLE CINQ CENTS (2 500) actions de la société "CABINET CHAPPUIS" (352 985 188 RCS ANNECY), évaluée à QUATRE CENT SEIZE MILLE TROIS CENT QUARANTE CINQ euros (416 345,00 €),
- la pleine propriété de CENT QUARANTE (140) parts sociales de la société "CABINET JEAN-PIERRE CONSTANT", (492 932 843 RCS LYON), évaluée à CINQ CENT SOIXANTE-SIX MILLE TROIS CENT QUATRE-VINGT HUIT euros CINQUANTE centimes (566 388,50 €),
- la pleine propriété de DEUX MILLE CINQ CENTS (2 500) parts sociales de la société "ASSISTANCE CONSEIL GESTION FRANCE" (392 643 433 RCS PARIS), évaluée à HUIT CENT SOIXANTE-QUINZE MILLE NEUF CENT TRENTE CINQ euros (875 935,00 €),
- la pleine propriété de CENT (100) parts sociales de la société "INELYS" (500 725 601 RCS LYON), évaluée à UN MILLION CINQ CENT MILLE euros (1 500 000,00 €),
- la pleine propriété de QUATORZE MILLE CINQ CENT SOIXANTE DIX-HUIT (14 578) parts sociales de la société "INELYS SOLAIRE" (794 582 890 RCS LYON), évaluée à QUATRE-VINGT QUATORZE MILLE CINQ CENTS euros (94 500,00 €),
- la pleine propriété de DIX-HUIT MILLE (18 000) parts sociales de la société "FIDUCIAIRE D'AUDIT D'EXPERTISE ET DE CONSEILS" (382 932 069 RCS PARIS), évaluée à UN MILLION SOIXANTE MILLE euros (1 060 000,00 €),
- la pleine propriété de SOIXANTE (60) actions de la société "CABINET S M 2 A" (380 486 167 RCS PARIS), évaluée à UN MILLION NEUF CENT QUARANTE QUATRE MILLE HUIT CENT QUARANTE euros (1 944 840,00 €),
- la pleine propriété de DOUZE MILLE QUATRE CENT QUATRE-VINGT QUINZE (12 495) parts sociales de la société "INELYS EXPERTISE" (531 061 604 RCS LYON), évaluée à CINQ CENT CINQUANTE DEUX MILLE SOIXANTE-SEPT euros QUATRE-VINGT CINQ centimes (552 067,85 €),
- la pleine propriété de SIX MILLE (6 000) actions de la société "IM EXPERTISE" (531 705 853 RCS LYON), évaluée à TROIS CENT QUARANTE HUIT MILLE euros (348 000,00 €),
- la somme de MILLE NEUF CENT VINGT-TROIS euros SOIXANTE CINQ centimes (1 923,65 €),

Et rémunéré par l'attribution à la société "GROUPE INELYS" de SEPT MILLIONS TROIS CENT SOIXANTE MILLE (7 360 000) actions de UN euro (1 €) de valeur nominale chacune, entièrement libérées.

TOTAL des apports en nature et en numéraire égal au montant du capital social :

SEPT MILLIONS TROIS CENT SOIXANTE-ET-UN MILLE euros, ci..... 7 361 000,00 €

ARTICLE 7 - CAPITAL - LISTE DES ASSOCIES - REPARTITION DES ACTIONS

Le capital social est fixé à la somme de SEPT MILLIONS TROIS CENT SOIXANTE-ET-UN MILLE euros (7 361 000 €). Il est divisé en SEPT MILLIONS TROIS CENT SOIXANTE-ET-UN MILLE (7 361 000) actions de UN euro (1 €) de valeur nominale chacune, intégralement souscrites et entièrement libérées.

MS

La société communique annuellement aux conseils régionaux de l'Ordre des experts-comptables dont elle relève la liste de ses associés ainsi que toute modification apportée à cette liste.

En cas de retrait ou d'entrée d'associés, de modification dans la composition des organes de gestion, de direction, d'administration ou de surveillance, la société est tenue de demander au Haut Conseil du commissariat aux comptes ou à son délégataire en matière d'inscription la modification correspondante de son inscription sur la liste des commissaires aux comptes. La compagnie régionale des commissaires aux comptes à laquelle la société est rattachée est également informée de ces modifications. »

SIXIEME DECISION

L'Associée unique décide également de supprimer les articles 23 et 24 des statuts relatifs à la constitution de la société, devenus sans objet.

SEPTIEME DECISION

L'Associée unique confère tous pouvoirs au porteur d'un original, d'une copie certifiée conforme ou d'un extrait certifié conforme des présentes, à l'effet d'accomplir toutes formalités légales et réglementaires.

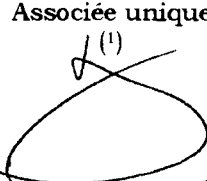
CLOTURE

L'ordre du jour étant épuisé et personne ne demandant plus la parole, Monsieur le Président lève la séance.


Des décisions de l'Associée unique, il a été dressé le présent procès-verbal qui a été signé par l'Associée unique et le Président de la société.

Pour la société "**GROUPE INELYS**"

Nicolas PRIEST, Gérant
Associée unique

(1)


Nicolas PRIEST
Président



Bon pour souscription à la pleine propriété
de sept millions trois cent soixante mille
(7.360.000) actions.

¹ Bon pour souscription à la pleine propriété de SEPT MILLIONS TROIS CENT SOIXANTE MILLE (7 360 000) actions

Augmentation de capital de S.A.S.

Certificat de souscription et de versement délivré par la banque

La banque ci-après :

CIC LYONNAISE DE BANQUE CIC RHONE CENTRE ENTREPRISES 8 RUE DE LA REPUBLIQUE 69001 LYON certifie par la présente,

qu'une somme globale de 1 923,65 € (mille neuf cent vingt trois euros et soixante cinq centimes euros),
représentant 100 % des apports en numéraire de l'augmentation de capital de la société **INELYS CONSULTING**,
a été versée en compte spécial :

10096 18505 00088654799 06

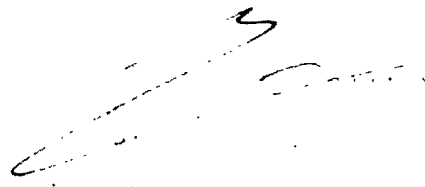
ouvert au nom de la société : **INELYS CONSULTING**
ayant pour siège : **66 QUAI CHARLES DE GAULLE 69006 LYON**

à l'appui des souscriptions à l'augmentation du capital actuellement égal à 1 000 €.

Le présent certificat est établi pour servir et faire valoir ce que de droit.

Le 25 novembre 2020

MORNET Rémy
Chargé D'Affaires Entreprises
remy.mornet@cic.fr



Arthaud & Associés

INELYS CONSULTING

Siège social : 66 Quai Charles de Gaulle

Cité Internationale - 69006 LYON

Société par Actions Simplifiée au capital de 1 000 Euros

RCS Lyon 883 163 289

Rapport du Commissaire aux apports

A
& A

Arthaud &

Audit

LP



Rapport du Commissaire aux apports

A l'Associé unique,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par décision de l'Associé unique de la société INELYS CONSULTING, ci-après dénommée « la bénéficiaire » ou « la bénéficiaire des apports », en date du 12 novembre 2020 concernant les apports en nature devant être effectués par les propriétaires des titres de la société GROUPE INELYS, nous avons établi le présent rapport sur la valeur des apports, prévu aux articles L.225-147 et R.225-8 du Code de Commerce.

L'apport envisagé est décrit dans le projet de traité d'apport de la Holding INELYS CONSULTING et dont les éléments sont repris dans le présent rapport. Il nous appartient d'exprimer une conclusion sur le fait que la valeur de l'apport n'est pas surévaluée.

À cet effet, nous avons effectué nos diligences selon la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes applicable à cette mission. Cette doctrine requiert la mise en œuvre de diligences destinées à apprécier la valeur des apports, à s'assurer que celle-ci n'est pas surévaluée et à vérifier qu'elle correspond au moins à la valeur nominale des actions à émettre par la société bénéficiaire de l'apport, augmentée de la prime d'apport.

Notre mission prenant fin avec la date de dépôt du rapport, il ne nous appartient pas de mettre à jour le présent rapport pour tenir compte des faits et circonstances postérieurs à sa date de signature.

- I Présentation de l'opération et description des apports
- II Diligences accomplies et appréciations de la valeur des apports
- III Synthèse
- IV Conclusion

MF



I – PRESENTATION DE L'OPERATION ET DESCRIPTION DE L'APPORT

1.1. Contexte de l'opération

Il existe une société dénommée GROUPE INELYS, société à responsabilité limitée au capital de 2 500 000 euros, dont le siège social est situé à Lyon (69006) – 66 Quai Charles de Gaulle – Cité Internationale, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Lyon sous le numéro 794 378 836 (ci-après dénommée la « Société »).

La Société exerce l'activité de holding animatrice d'un groupe de sociétés opérationnelles qui interviennent principalement dans le domaine de l'expertise-comptable et du commissariat aux comptes.

L'exercice social de la Société commence le 1^{er} janvier et finit le 31 décembre de chaque année.

Le capital social de la Société est fixé à 2 500 000 euros, divisé en 1 245 020 parts sociales de 2,008 euros de valeur nominale chacune. Les titres sont répartis de la façon suivante :

- M. Nicolas PRIEST : 996 017 parts sociales (80%)
- ISC3E : 249 003 parts sociales (20%)

La Société détient 100% des titres de :

- CABINET CHAPPUIS, société par actions simplifiée au capital de 10 000 euros, dont le siège social est à Annecy (74940) – 52 avenue de la Mavéria – Annecy-le-Vieux, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés d'Annecy sous le numéro 352 985 188. Cette société a pour objet l'exercice de la profession d'expert-comptable. M. Nicolas PRIEST en est le Président.

L'exercice social commence le 1^{er} septembre et finit le 31 août de chaque année.

CABINET CHAPPUIS détient 75% des titres et M. Prost 25 % de C 2 C, société à responsabilité limitée au capital de 45 000 euros dont le siège social est situé à Paray-Le-Monial (71600) – 13 rue des Champs Seigneur, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Mâcon sous le numéro 328 451 414. Cette société a pour objet l'exercice de la profession d'expert-comptable. M. Nicolas PRIEST en est le Gérant.

L'exercice social commence le 1^{er} septembre et finit le 31 août de chaque année.

- CABINET JEAN-PIERRE CONSTANT, société à responsabilité limitée au capital de 14 000 euros, dont le siège social est à Lyon (69006) – 66 quai Charles de Gaulle, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Lyon sous le numéro 492 932 843. Cette société a pour objet l'exercice de la profession d'expert-comptable. M. Nicolas PRIEST en est le Gérant.

L'exercice social commence le 1^{er} septembre et finit le 31 août de chaque année.

- ASSISTANCE CONSEIL GESTION FRANCE, société à responsabilité limitée au capital de 38 112,25 euros, dont le siège social est à Paris (75012) – 14 rue Théophile Roussel, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Paris sous le numéro 392 643 433. Cette société a pour objet l'exercice de la profession d'expert-comptable. M. Nicolas PRIEST en est le Gérant.

L'exercice social commence le 1^{er} septembre et finit le 31 août de chaque année.



- INELYS, société à responsabilité limitée au capital de 10 000 euros, dont le siège social est à Lyon (69006) – 66 quai Charles de Gaulle, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Lyon sous le numéro 500 725 601. Cette société a pour objet l'exercice de la profession d'expert-comptable. M. Nicolas PRIEST en est le Gérant.

L'exercice social commence le 1^{er} septembre et finit le 31 août de chaque année.

- INELYS SOLAIRE, société à responsabilité limitée au capital de 14 578 euros, dont le siège social est à Lyon (69006) – 66 quai Charles de Gaulle, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Lyon sous le numéro 794 582 890. Cette société a pour objet l'exercice de la profession d'expert-comptable. M. Nicolas PRIEST en est le Gérant.

L'exercice social commence le 1^{er} septembre et finit le 31 août de chaque année.

- FIDUCIARE D'AUDIT D'EXPERTISE ET DE CONSEILS, société à responsabilité limitée au capital de 450 000 euros, dont le siège social est à Paris (75012) – 39 rue de Wattignies, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Paris sous le numéro 382 932 069. Cette société a pour objet l'exercice de la profession d'expert-comptable. M. Nicolas PRIEST en est le Gérant.

L'exercice social commence le 1^{er} septembre et finit le 31 août de chaque année.

- CABINET S M 2 A, société par actions simplifiée au capital de 40 800 euros, dont le siège social est à Paris (75012) – 98 avenue de Saint-Mandé, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Paris sous le numéro 380 486 167. Cette société a pour objet l'exercice de la profession d'expert-comptable. M. Nicolas PRIEST en est le Président.

L'exercice social commence le 1^{er} septembre et finit le 31 août de chaque année. L'exercice clos le 31/08/2020 n'est que de 8 mois suite à un changement de la date de clôture.

La Société détient 85% des titres de :

- INELYS EXPERTISE, société à responsabilité limitée au capital de 14 700 euros, dont le siège social est à Lyon (69006) – 66 quai Charles de Gaulle, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Lyon sous le numéro 531 061 604. Cette société a pour objet l'exercice de la profession d'expert-comptable. M. Nicolas PRIEST en est le Gérant.

L'exercice social commence le 1^{er} septembre et finit le 31 août de chaque année.

INELYS EXPERTISE détient 100% des titres de PATRIMO SERVICES, société à responsabilité limitée au capital de 10 000 euros dont le siège social est situé à Annecy (74940) – 52-54 avenue de la Maveria – Annecy-le-Vieux immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Lyon sous le numéro 838 796 332. Cette société a pour objet l'exercice de la profession d'expert-comptable. M. Nicolas PRIEST en est le Gérant. La société PATRIMO SERVICES détient 15% de INELYS EXPERTISE.



La Société détient 60% des titres de :

- IM EXPERTISE, société par actions simplifiée au capital de 10 000 euros, dont le siège social est à Lyon (69006) – 66 quai Charles de Gaulle, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Lyon sous le numéro 531 705 853. Cette société a pour objet l'exercice de la profession d'expert-comptable. M. Nicolas PRIEST en est le Président.

L'exercice social commence le 1^{er} septembre et finit le 31 août de chaque année.

Par ailleurs la Société détient également 100% des titres des sociétés suivantes mais qui ne font pas partie des sociétés dont les titres sont apportés :

- INELYS SOCIAL
- INELYS BO
- LM EXPERTISE
- SAS LANOOTE & ASSOCIES

Dans le cadre de la structuration du groupe et de la fidélisation de ses collaborateurs, la société GROUPE INELYS a créé la société INELYS CONSULTING à laquelle doit être apportée ou cédée l'intégralité des participations détenues au sein des filiales opérationnelles. INELYS CONSULTING est une structure dédiée à l'entrée au capital de nouveaux associés-collaborateurs qui souhaitent s'investir dans le développement du groupe animé et contrôlé par la société GROUPE INELYS.

C'est dans ce contexte que la société GROUPE INELYS apporte à INELYS CONSULTING les titres des sociétés CABINET JEAN-PIERRE CONSTANT, ASSISTANCE CONSEIL GESTION FRANCE, INELYS, INELYS SOLAIRE, FIDUCIAIRE D'AUDIT D'EXPERTISE ET DE CONSEILS, INELYS EXPERTISE, ainsi que les actions des sociétés IM EXPERTISE, CABINET CHAPPUIS, CABINET S M 2 A qu'elle détient.

L'opération sera réalisée par un apport en nature et en numéraire de la part de GROUPE INELYS à INELYS CONSULTING. L'apport en nature repose sur les titres des sociétés d'exploitation présentées ci-dessous. En contrepartie des apports en nature et en numéraire apportés, la Société recevra des actions nouvelles de INELYS CONSULTING. Les apports en nature et en numéraire à INELYS CONSULTING sont l'objet de notre rapport.

1.2. Présentation des sociétés

► La personne morale apporteuse

La société apporteuse est GROUPE INELYS, société à responsabilité limitée au capital de 2 500 000 euros, dont le siège social est situé à Lyon (69006) – 66 Quai Charles de Gaulle – Cité Internationale, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Lyon sous le numéro 794 378 836 (ci-après dénommée la « Société »).



► **Société bénéficiaire des apports**

La société bénéficiaire des apports est INELYS CONSULTING, société par actions simplifiée au capital de 1 000 euros (avant apport) et de 7 361 000 euros (après apport) ayant son siège social au 66 quai Charles de Gaulle – Cité Internationale – 69006 Lyon, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Lyon sous le numéro 883 163 289. Le capital social sera composé de 7 361 000 actions de 1 euro chacune.

► **Sociétés dont les titres sont apportés**

Les sociétés dont les titres sont apportés sont :

- 2 500 actions (100% des titres) de la société CABINET CHAPPUIS, évaluées à 416 345 euros ;
- 140 parts sociales (100% des parts) de la société CABINET JEAN-PIERRE CONSTANT, évaluées à 566 388,50 euros ;
- 2 500 parts sociales (100% des parts) de la société ASSISTANCE CONSEIL GESTION France, évaluées à 875 935 euros ;
- 100 parts sociales (100% des parts) de la société INELYS, évaluées à 1 500 000 euros ;
- 14 578 parts sociales (100% des parts) de la société INELYS SOLAIRE, évaluées à 94 500 euros ;
- 18 000 parts sociales (100% des parts) de la société FIDUCIAIRE D'AUDIT D'EXPERTISE ET DE CONSEILS, évaluées à 1 060 000 euros ;
- 60 actions (100% des titres) de la société CABINET S M 2 A, évaluées 1 944 840 euros ;
- 12 495 parts sociales (85% des parts) de la société INELYS EXPERTISE, évaluées à 552 067,85 euros ;
- 6 000 actions (80% des actions) de la société IM EXPERTISE, évaluées à 348 000 euros.

Soit un apport total évalué à 7 358 076,35 euros.

Les titres apportés seront livrés en pleine propriété, entièrement libérés, francs et libres de tous gages, nantissements ou restrictions quelconques, sauf clauses d'agrément statutaire, et transmis avec tous droits attachés, à l'exception :

- des 140 parts de la société CABINET JEAN-PIERRE CONSTANT qui ont été affectées en nantissement au profit de la BNP Paribas en garantie d'un prêt de 250 000 euros consenti le 24 octobre 2013 à la société GROUPE INELYS ; le prêt a été intégralement remboursé le 24 octobre 2020 ;
- des 2 500 parts de la société ASSISTANCE CONSEIL GESTION FRANCE qui ont été affectées en nantissement au profit de CIC – LYONNAISE DE BANQUE en garantie d'un prêt de 680 000 € consenti le 22 décembre 2017 et le 23 avril 2019 et d'un prêt de 246 000 euros consenti le 29 juin 2018 à la société GROUPE INELYS ;
- des 68 parts de la société INELYS sur les 100 composant son capital social qui ont été affectées en nantissement au profit du CREDIT LYONNAIS, en garantie d'un prêt de 1 019 000 euros consenti le 10 décembre 2014 à la société GROUPE INELYS ;



- des 18 000 parts de la société FIDUCIAIRE D'AUDIT D'EXPERTISE ET DE CONSEILS qui ont été affectées en nantissement au profit du CREDIT LYONNAIS, en garantie du prêt de 796 936 euros consenti le 18 septembre 2015 à la société GROUPE INELYS.

- des 60 actions de la société CABINET S M 2 A qui ont été affectées en nantissement *pari passu* au profit de CIC – LYONNAISE DE BANQUE, en garantie du prêt de 900 000 euros consenti le 25 septembre 2019 à la société GROUPE INELYS, et à la BANQUE POSTALE en garantie du prêt de 900 000 euros consenti le 25 septembre 2019 à la société GROUPE INELYS.

Les Parties déclarent qu'elles ont obtenu l'accord des banques pour procéder à la réalisation des apports de titres nantis et vouloir faire leur affaire personnelle de la régularisation de la documentation juridique correspondante auprès de chacun des établissements bancaires, notamment en ce qui concerne le maintien des garanties.

1.3. Présentation de l'opération

Les modalités de réalisation de l'apport sont exposées, de façon détaillée, dans le projet de traité d'apports. Elles peuvent se résumer comme suit :

• Caractéristiques essentielles de l'apport :

L'Apporteur souhaite apporter à INELYS CONSULTING la pleine propriété des titres et actions qu'il détient dans les sociétés décrites ci-dessus. L'apporteur procédera également à un apport en numéraire d'un montant de 1 923,65 euros. L'apport total est évalué à 7 360 000 euros et permettra à la société GROUPE INELYS de recevoir, en contrepartie, 7 360 000 nouvelles actions émises lors de l'augmentation de capital de la société INELYS CONSULTING.

Les apports sont soumis au régime des apports en nature et en numéraire prévus respectivement à l'article L. 225-147 et L.223-7 du Code de Commerce.

1.4. Conditions suspensives

L'apport est soumis aux conditions suspensives suivantes :

- Approbation des apports en nature par l'Associée unique de la société INELYS CONSULTING, au vu du présent rapport établi par le commissaire aux apports chargé d'apprécier, sous sa responsabilité, la valeur de ces apports ;
- Autorisation des apports en nature par les associés des sociétés CABINET JEAN-PIERRE CONSTANT, ASSISTANCE CONSEIL GESTION FRANCE, INELYS, INELYS SOLAIRE, FIDUCIAIRE D'AUDIT D'EXPERTISE ET DE CONSEILS, CABINET S M 2 A, INELYS EXPERTISE et IM EXPERTISE, et agrément de la société INELYS CONSULTING en qualité de nouvelle associée desdites sociétés.



- Réalisation définitive de l'augmentation de capital rémunérant les apports.

1.5. Rémunération des apports

En rémunération des apports en nature évalués à 7 358 076,35 euros et de l'apport en numéraire évalué à 1 923,65 euros, il sera attribué à la société GROUPE INELYS 7 360 000 actions d'une valeur nominale de 1 euro de la société bénéficiaire, qui seront émises au pair.

Le capital social de la société Bénéficiaire s'élèvera à SEPT MILLIONS TROIS CENT SOIXANTE ET UN MILLE EUROS (7.361.000 €), suite à l'émission de SEPT MILLIONS TROIS CENT SOIXANTE MILLE (7.360.000) titres.

1.6. Présentation de l'apport

S'agissant d'un apport en nature, les dispositions du règlement ANC 2014-03 – titre VII sur les opérations assimilées ne sont pas applicables. Dès lors, il sera réalisé à la valeur comptable.

La société GROUPE INELYS a été créée en novembre 2007. Elle a pour activité l'exercice de la profession d'expert-comptable. L'apport des titres intervient dans le cadre de la constitution de la société INELYS CONSULTING.

DILIGENCES ET APPRECIATION DE LA VALEUR DES APPORTS

2.1 Diligences mises en œuvre

Nous avons effectué les diligences que nous avons estimé nécessaires, par référence à la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission.

Notre mission a pour objet d'éclairer les associés de INELYS CONSULTING, bénéficiaire des apports, sur la valeur des apports devant être effectués par la société apporteuse.

Nous avons notamment :

- Echangé avec les personnes en charge de l'opération pour prendre connaissance de son contexte, des modalités comptables, juridiques et fiscales envisagées, en marge de l'examen du contenu du projet de traité d'apport ;
- Vérifié la propriété des titres apportés en nous faisant confirmer l'absence de toute garantie ou nantissement s'y rapportant (en dehors de ceux détaillés en section 1.2) ;
- Consulté les documents juridiques et financiers mis à notre disposition concernant la vie sociale ;
- Pris connaissance de l'activité de la société GROUPE INELYS ainsi que celle des différentes sociétés d'exploitation qu'elle détient et des documents obtenus ;
- Analysé l'approche d'évaluation retenue.

Enfin, nous avons obtenu une lettre d'affirmation de la part du dirigeant de la société GROUPE INELYS nous confirmant l'absence, à la date du présent rapport, d'événements pouvant grever la consistance des apports.

2.2 Appréciation de la méthode de valorisation des apports au regard de la réglementation comptable

L'apport de titres envisagé est effectué par la société GROUPE INELYS à INELYS CONSULTING, sociétés sous contrôle commun. Aux termes du projet de traité d'apport, il a été convenu de retenir la valeur nette comptable des titres en tant que valeur d'apport. Le choix de cette méthode de valorisation est conforme aux dispositions du règlement de l'ANC 2014-03 – titre VII relatif au traitement comptable des fusions et opérations assimilées.

2.3 Réalité des apports

Dans le cadre de nos travaux, nous nous sommes assurés de la pleine propriété, par la société GROUPE INELYS, des titres des différentes sociétés d'exploitation qu'elle détient, eux-mêmes objet du présent apport.

2.4 Appréciation de la valeur de l'apport

L'apport porte sur des titres représentant 100 % du capital de chaque société d'exploitation détenue par la société GROUPE INELYS, à l'exception des sociétés IM EXPERTISE et INELYS EXPERTISE où l'apport de titres est réalisé respectivement à hauteur de 60% et 85%.

La valorisation des titres a été réalisée sur la base de la valeur nette comptable.

III - SYNTHÈSE

Au regard du contexte et des éléments en notre possession, nous nous sommes assurés de la correcte application de la réglementation comptable en vigueur dans le cadre d'un apport de titres.

Nos contrôles ont permis de nous assurer de la pleine propriété des titres détenus par la société apporteuse.

La valeur de l'apport a été déterminée sur la base de la valeur nette comptable. Nos diligences sur la valeur des apports viennent corroborer la valeur des titres retenus.

Au regard de l'ensemble de ces diligences, nous sommes en mesure d'émettre la conclusion ci-après.

IV - CONCLUSION

Sur la base de nos travaux, et à la date du présent rapport, nous concluons que la valeur retenue de l'apport s'élevant à 7.360.000 euros n'est pas surévaluée et, en conséquence, que l'actif net apporté est au moins égal au montant du capital à émettre du bénéficiaire de l'apport en nature et en numéraire.

Fait à Tassin la Demi-Lune, le 17 novembre 2020

ARTHAUD & ASSOCIÉS AUDIT

Olivier Arthaud



"CABINET JEAN-PIERRE CONSTANT"

Société à Responsabilité Limitée au capital de 14 000 euros

Siège social : LYON (69006) 66, Quai Charles de Gaulle

492 932 843 RCS LYON

ATTESTATION DE DEPÔT AU SIEGE SOCIAL

LE SOUSSIGNE :

- **Monsieur Nicolas PRIEST**, demeurant à CALUIRE-ET-CUIRE (69300) 5, Chemin du Grillon, Agissant en qualité de Gérant de la société "CABINET JEAN-PIERRE CONSTANT", Société à Responsabilité Limitée au capital de 14 000 euros dont le siège social est à LYON (69006) 66, Quai Charles de Gaulle, inscrite au Registre du Commerce et des Sociétés et identifiée sous le numéro 492 932 843 RCS LYON,

ATTESTE, conformément aux dispositions des articles L 221-14 et L 223-17 du Code de commerce, avoir reçu le dépôt au siège social d'un exemplaire original du procès-verbal des décisions de l'Associée unique de la société "INELYS CONSULTING" en date du 27 novembre 2020 aux termes duquel il a été constaté la réalisation définitive de l'apport par la société "GROUPE INELYS" au profit de la société "INELYS CONSULTING", Société par Actions Simplifiée au capital de 1 000 euros dont le siège social est à LYON (69006) 66, Quai Charles de Gaulle - Cité Internationale, inscrite au Registre du Commerce et des Sociétés et identifiée sous le numéro 883 163 289 RCS LYON, de la pleine propriété de CENT QUARANTE (140) parts de CENT euros (100 €) de valeur nominale chacune, entièrement libérées, portant les numéros 1 à 140, lui appartenant dans le capital de la société "CABINET JEAN-PIERRE CONSTANT",

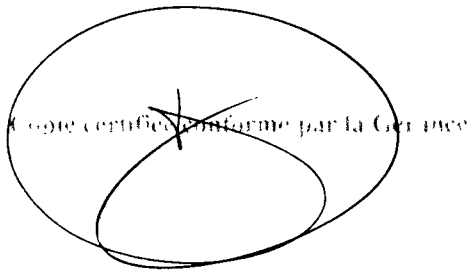
ET CONSTATE en conséquence que les modifications statutaires décidées le 25 novembre 2020 par l'Associée unique de la société "CABINET JEAN-PIERRE CONSTANT" sont définitivement réalisées.

Fait en TROIS (3) exemplaires

A LYON (Rhône)

Le 27 novembre 2020

Nicolas PRIEST
Gérant



"CABINET JEAN-PIERRE CONSTANT"

Société à Responsabilité Limitée au capital de 14 000 euros

Siège social : LYON (69006) 66, Quai Charles de Gaulle

492 932 843 RCS LYON

STATUTS

Statuts d'origine établis par acte sous seing privé en date à LYON (Rhône) du 20 novembre 2006, enregistrés au S.I.E. de LYON 8^{ème} - VENISSIEUX le 24 janvier 2006. Bordereau n°2006/2 087, Case n°3, Extrait 10677.

Mis à jour par décisions de l'Associée unique en date du 25 novembre 2020.

ARTICLE 1 : FORME

La société a été initialement constituée sous la forme d'une société à responsabilité limitée suivant acte sous seings privés en date à LYON du 20 novembre 2006.

Elle a été transformée en société par actions simplifiée suivant décision de l'associé unique en date du 1^{er} octobre 2013.

Elle a été transformée en société à responsabilité limitée suivant décision de l'associé unique en date du 3 août 2016.

Il existe, entre les propriétaires des parts ci-après et de celles qui pourront être créées par la suite, une société à responsabilité limitée régie par le livre II et le titre II du livre VIII du Code de commerce.

ARTICLE 2 : DENOMINATION

La dénomination de la société est CABINET JEAN PIERRE CONSTANT.

La société restera inscrite sur la liste des commissaires aux comptes sous cette dénomination sociale.

Les actes et documents émanant de la société et destinés aux tiers, notamment les lettres, factures, annonces et publications diverses, devront non seulement faire précéder ou suivre la dénomination sociale des mots « Société à responsabilité limitée » ou des lettres « S.A.R.L. » et de l'énonciation du montant du capital social, mais aussi faire suivre cette dénomination de la mention « société de commissaires aux comptes » et de l'indication de la Compagnie régionale des commissaires aux comptes, où la société est inscrite.

ARTICLE 3 : OBJET

La société a pour objet :

- l'exercice des missions de commissaires aux comptes, en application de la législation ou prévue par les normes et les usages professionnels,
- et généralement toutes opérations civiles, mobilières, financières ou immobilières, pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet visé ci-dessus, de nature à favoriser sa réalisation ou son développement.

ARTICLE 4 : SIEGE SOCIAL

Le siège social est fixé à LYON (69006) 66, Quai Charles de Gaulle.

Il peut être transféré en tout autre endroit en vertu d'une délibération des associés prise dans les conditions prévues pour les modifications des statuts.

ARTICLE 5 : DUREE

La durée de la société est fixée à quatre vingt dix-neuf (99) années à compter de son immatriculation au registre du commerce et des sociétés.

ARTICLE 6 : APPORTS

Lors de la constitution, il a été procédé à des apports en numéraire pour un montant de 1 000 €.

Suivant décision de l'associé unique en date du 9 juin 2009, le capital a été augmenté d'un montant de 4 000 €.

Suivant décision de l'associé unique en date du 17 mars 2010, le capital a été augmenté d'un montant de 5 000 €.

Par décisions de l'associé unique en date du 30 août 2019, le capital a été augmenté d'une somme de 4 000 € en conséquence de la réalisation de la fusion par absorption de la société CABINET MICHEL CONSTANT.

ARTICLE 7 : CAPITAL SOCIAL / REPARTITION DES PARTS / LISTE DES ASSOCIES

Le capital social est fixé à la somme de QUATORZE MILLE euros (14 000 €). Il est divisé en CENT QUARANTE (140) parts de CENT euros (100 €) de valeur nominale chacune, numérotées de 1 à 140, toutes de même catégorie, entièrement souscrites, libérées et détenues en intégralité par la société "INELYS CONSULTING". Associée unique.

La société membre de l'Ordre communique annuellement aux conseils de l'Ordre dont elle relève la liste de ses associés ainsi que toute modification apportée à cette liste.

En cas de retrait ou d'entrée d'associés ou de modification dans la composition des organes de gestion, de direction et d'administration, la société est tenue de demander à la Commission Régionale d'inscription des commissaires aux comptes dont elle relève la modification correspondante de son inscription sur la liste des commissaires aux comptes.

ARTICLE 8 : OPERATIONS SUR CAPITAL

Dans tous les cas, la réalisation d'opérations sur le capital doit respecter les dispositions légales de détention des droits de vote régissant la profession de commissaire aux comptes.

ARTICLE 9 : DROITS DU CONJOINT D'UN ASSOCIE COMMUN EN BIENS

Un époux ne peut employer des biens communs pour faire un apport à la société ou acquérir des parts sociales sans que son conjoint en ait été averti et sans qu'il en soit justifié dans l'acte d'apport ou d'acquisition.

La qualité d'associé est reconnue à celui des époux qui fait l'apport ou réalise l'acquisition.

La qualité d'associé peut être également reconnue, pour la moitié des parts souscrites ou acquises, au conjoint qui notifie son intention d'être personnellement associé sous réserve des dispositions de l'article 9 des présents statuts.

Le conjoint peut notifier cette intention à la société ou au mandataire qui lui a été désigné lors de l'apport ou de l'acquisition. Dans ce cas, l'agrément de l'apport ou de l'acquisition, s'il est requis, vaut pour les deux époux.

La demande peut également être notifiée à la société après l'apport ou l'acquisition et tant que la dissolution de la communauté n'est pas prononcée. La notification doit alors indiquer les noms, prénoms, domicile du conjoint et toutes justifications sur son droit à revendication.

Dans ce cas, comme dans celui où l'apport ou l'acquisition n'est pas soumis à agrément, la gérance, dans les huit jours de la notification faite à la société, demande à chacun des associés de lui faire connaître, au moyen d'un vote par écrit, dans le délai de vingt jours à compter de la date de réception de cette demande, s'il donne ou non son consentement à la réalisation de l'attribution demandée.

L'agrément du conjoint ne peut avoir lieu que s'il réunit le consentement des associés dans les conditions d'agrément déterminées à l'article des présents statuts intitulé « TRANSMISSION ENTRE VIFS DE PARTS SOCIALES », l'époux ou épouse, s'il est associé, étant exclu du vote et ses parts n'étant pas prises en compte pour le calcul de la majorité.

Dès la décision définitive, les époux sont avisés de l'acceptation ou du refus, celui-ci n'ayant pas à être motivé.

L'agrément est réputé acquis si la société n'a pas fait connaître sa décision à l'expiration d'un délai de trois mois à compter de la notification de la demande prévue au second ou au troisième alinéa du présent article.

En cas d'agrément, l'attribution peut être immédiatement réalisée au profit du conjoint.

L'attribution des parts au conjoint, dans tous les cas où il ne participe pas à l'acte d'apport ou d'acquisition, doit être constatée par une déclaration de ce dernier, acceptée expressément par l'époux associé ou accompagnée d'une copie conforme du jugement déclaratif de l'attribution. Elle est rendue opposable à la société dans les formes prévues à l'article 1690 du Code Civil et, aux tiers, après accomplissement de cette formalité et publicité au registre du commerce et des sociétés

ARTICLE 10 : AUGMENTATION ET REDUCTION DU CAPITAL

1. Augmentation du capital

Le capital social peut être augmenté, en une ou plusieurs fois, par voie d'apports en nature ou en numéraire ou par incorporation de tout ou partie des bénéfices ou réserves disponibles, au moyen de la création de parts sociales nouvelles ou de l'élévation de la valeur nominale des parts existantes.

Les parts nouvelles peuvent être créées au pair ou avec prime. Dans ce cas, la collectivité des associés, par la décision portant augmentation du capital, fixe le montant de la prime et détermine son affectation.

Si l'augmentation de capital est réalisée en tout ou partie au moyen d'apports en nature, l'évaluation de chaque apport en nature doit être faite au vu d'un rapport établi sous sa responsabilité par un commissaire aux apports désigné par ordonnance du président du tribunal de commerce à la requête de l'un des gérants.

Les parts non souscrites par les associés ne peuvent être attribuées qu'à des personnes agréées aux conditions fixées par les présents statuts.

En cas d'augmentation de capital par voie d'apport en numéraire chacun des associés dispose, proportionnellement au nombre de parts qu'il possède, d'un droit de préférence à la souscription des parts sociales nouvelles représentatives de l'augmentation de capital.

Au cas où certains associés ne souscriraient pas la totalité des parts nouvelles auxquelles ils auraient droit, les parts nouvelles ainsi rendues disponibles seraient attribuées aux associés qui auraient déclaré vouloir souscrire un nombre de parts supérieur à celui qu'ils auraient pu souscrire à titre irréductible et ce, proportionnellement à leurs parts dans le capital et dans la limite de leurs demandes.

Ce droit de préférence à titre réductible et à titre irréductible est exercé dans les formes, délais et conditions déterminés par la collectivité des associés elle-même ou, à défaut, par la gérance.

La collectivité des associés peut, par décision extraordinaire, supprimer le droit préférentiel de souscription, sur rapport spécial de la gérance ou du commissaire aux comptes s'il en existe un.

En tout état de cause, aucune souscription publique ne peut être ouverte.

2. Réduction de capital

Le capital social peut être réduit pour cause de pertes ou par voie de remboursement ou de rachat partiel des parts au moyen de la réduction de la valeur nominale ou du nombre de parts.

Toute réduction de capital sera décidée en vertu d'une décision extraordinaire de l'assemblée générale des associés.

En aucun cas, la réduction de capital, quelle qu'en soit la cause, ne peut porter atteinte à l'égalité des associés.

3. Rompus

Lors de toute augmentation ou réduction de capital, les associés devront, le cas échéant, faire leur affaire personnelle de toute acquisition ou cession de parts ou de droits nécessaires pour permettre l'attribution ou l'échange au profit de chacun d'eux d'un nombre entier de parts nouvelles.

ARTICLE 11 : DROITS ET OBLIGATIONS ATTACHES AUX PARTS

Les parts sociales ne sont jamais représentées par des titres négociables. Leur propriété résulte des actes et délibérations constatant leur création, leur attribution ou leur transmission régulière.

Sauf à tenir compte, s'il y a lieu, des droits des parts de catégories différentes, chaque part donne droit dans la propriété de l'actif social et dans le partage des bénéfices, à une fraction proportionnelle à la quotité du capital qu'elle représente.

Les associés ne sont tenus, même à l'égard des tiers, que jusqu'à concurrence du montant des parts qu'ils possèdent, sous réserve de l'application des dispositions de l'article L. 223-24 du Code de Commerce.

Toute part est indivisible à l'égard de la société qui n'en reconnaît toujours qu'un seul propriétaire.

Les droits et obligations attachés à chaque part la suivent dans quelques mains qu'elle passe.

La propriété d'une part emporte de plein droit adhésion aux statuts de la société et aux décisions des associés prises en conformité de la loi et des statuts.

En tout cas, les héritiers, créanciers, ayants cause et autres représentants d'un associé ne peuvent, sous quelque prétexte que ce soit, provoquer, en ce qui concerne les biens de la société, aucune opposition de

scellés, aucun inventaire, aucune licitation, aucun partage et ils devront, pour l'exercice de leurs droits, s'en rapporter aux inventaires sociaux et aux décisions prises en conformité des présents statuts.

ARTICLE 12 : INDIVISION

Les copropriétaires indivis sont tenus, pour l'exercice de leurs droits de se faire représenter auprès de la société par un seul d'entre eux ou par un mandataire commun pris parmi eux ou parmi les autres associés. En cas de désaccord, le mandataire est désigné en justice à la demande du copropriétaire indivis le plus diligent.

ARTICLE 13 : DEMEMBREMENT DE PROPRIETE

Sauf convention contraire entre les titulaires des parts démembrées dûment notifiée à la société, le droit de vote attaché à chaque part appartient au nu-propriétaire pour toute décision collective, qu'elle soit de nature ordinaire ou extraordinaire, sauf pour les décisions concernant l'affectation des bénéfices où il est réservé à l'usufruitier. L'usufruitier a le droit de participer aux décisions collectives avec voix consultative et, en particulier, d'assister aux assemblées générales.

En cas de cession ou de transmission de droits démembrés portant sur des parts sociales, l'agrément doit porter sur la personne des nus-propriétaires et usufruitiers.

Toutes les notifications, convocations et communications à faire aux associés en pleine propriété sont faites ou envoyées aux nus-propriétaires et usufruitiers.

En cas de distribution de sommes prélevées sur le résultat de l'exercice ou sur le compte « Report à nouveau », les sommes distribuées reviennent à l'usufruitier.

En cas de distribution de réserves, les sommes distribuées reviennent au nu-propriétaire.

ARTICLE 14 : LIBERATION DES PARTS SOCIALES

1. Montant de la libération des parts

Les parts émises contre numéraire doivent être libérées :

- lors de la constitution, du cinquième au moins de leur valeur nominale à la souscription, et du surplus, au fur et à mesure des besoins de la société, dans les proportions, aux époques et aux lieux qui seront fixés par le gérant, mais compte tenu du délai imparti par la loi pour la libération intégrale des parts de numéraire ;
- en cas d'augmentation de capital, de l'intégralité de leur valeur nominale et de la totalité de la prime, s'il y a lieu, à la souscription.

Les appels de fonds sont portés à la connaissance des associés, trente (30) jours avant l'époque fixée pour chaque versement.

Les parts émises en représentation d'un apport en nature ou à la suite d'une incorporation au capital de bénéfices, réserves ou primes d'émission ou encore dont le montant résulte pour partie d'une telle incorporation et pour partie d'une libération en numéraire, doivent être intégralement libérées lors de l'émission.

Le souscripteur et les cessionnaires successifs seront tenus solidairement au paiement du montant non libéré de la part.

2. Sanctions du défaut de libération des parts

A défaut de versement par les associés à bonne date, l'intérêt de la somme due court de plein droit au taux légal majoré de deux points, à compter du jour de l'exigibilité et sans demande en justice.

Sans préjudice des déchéances encourues en vertu des dispositions légales, l'associé qui ne s'est pas libéré dans le mois qui suit l'envoi d'une mise en demeure par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, peut être contraint au paiement par tous les moyens de droit commun, et même par la vente des parts sur lesquelles des versements sont exigibles.

Cette vente est exécutée à la diligence du gérant dans les formes prescrites par la législation en vigueur.

En cas de vente par adjudication publique, les acquéreurs de ces parts devront être, le cas échéant, agréés par le gérant dans les trente (30) jours de la vente.

ARTICLE 15 : TRANSMISSION ENTRE VIFS DE PARTS SOCIALES

A. FORME

Toute cession de parts doit être constatée par acte authentique ou sous seings privés. Elle est rendue opposable à la société dans les formes prévues à l'article 1690 du Code Civil ou par le dépôt d'un original de l'acte de cession au siège social, dépôt dont un gérant délivre attestation. Son opposabilité aux tiers résulte, après accomplissement de cette formalité, du dépôt de deux originaux de l'acte au greffe du Tribunal de Commerce.

B. DOMAINE DE L'AGREMENT

Les cessions ou transmissions, à titre onéreux ou gratuit, entre vifs de parts sociales ou de droits démembrés portant sur des parts sociales s'effectuent librement lorsqu'elles interviennent au profit d'associés.

Toutes autres cessions ou transmissions de parts sociales ou de droits démembrés portant sur des parts sociales, réalisées entre vifs à titre onéreux ou gratuit, ne pourront avoir lieu que dans les conditions suivantes.

C. PROCEDURE D'AGREMENT

1. Notification du projet de cession ou de transmission

Le projet de cession ou de transmission est notifié par le cédant ou l'auteur de la transmission à la société et à chacun des associés.

A peine de nullité, la notification du projet de cession devra comporter les éléments suivants :

- indication du nombre de parts sociales dont la cession ou transmission est envisagée,
- copie de l'engagement irrévocable émanant de l'acquéreur d'acquérir les parts sociales aux conditions indiquées dans la notification précitée.

- prix ou valorisation auquel le cédant projette de céder les parts sociales,
- conditions de paiement,
- toutes autres conditions afférentes à l'opération de cession,
- copie de tous actes et conventions (compromis, protocole, ...) signés entre le cédant et le cessionnaire.
- identité précise du cessionnaire ainsi que la répartition de son capital s'il est une personne morale (avec identité précise des associés ou actionnaires, ainsi que celle des personnes physiques directement ou indirectement actionnaires).

2. Consultation des associés

Dans un délai de huit (8) jours à compter de la notification faite par le cédant à la société, la gérance doit demander aux associés, par voie d'assemblée générale ou de consultation écrite, dans le délai de vingt (20) jours à compter de la date de réception de cette demande, de lui faire connaître s'ils donnent ou non leur consentement à la réalisation de la cession ou transmission projetée.

3. Autorisation de cession ou transmission

a) Autorisation expresse

L'agrément du ou des cessionnaires ou bénéficiaires de la transmission doit réunir le consentement de la majorité en nombre des associés représentant au moins la moitié des parts sociales, le cédant ou l'auteur de la transmission étant compté pour cette double majorité.

Le cédant ou l'auteur de la transmission est avisé, dès la décision définitive, de l'acceptation ou du refus du cessionnaire proposé, le refus n'ayant pas à être motivé.

Si le cessionnaire est agréé, la cession peut être immédiatement réalisée à son nom.

b) Autorisation tacite

L'agrément est réputé acquis si, à l'expiration d'un délai de trois (3) mois à compter de la dernière des notifications du projet de cession ou de transmission aux associés, la société n'a pas fait connaître sa décision.

4. Refus d'autorisation

a) Droit de repentir

En cas de refus d'agrément, le cédant ou l'auteur de la transmission aura la faculté de retirer son projet de cession ou transmission, à charge de notifier à la société son intention à cet égard dans le délai maximum de huit (8) jours à compter de la réception par lui de la notification du refus d'agrément.

b) Achat des parts sociales

A défaut de retrait dans ce délai du projet de cession ou transmission et si le cédant ou l'auteur de la transmission détient ses parts depuis au moins deux (2) ans, sauf le cas où il les aurait recueillies par succession, liquidation de communauté de biens entre époux ou donation du conjoint, d'un ascendant ou d'un descendant, la gérance prend immédiatement les dispositions nécessaires :

- pour faire acquérir, par des associés ou par un ou plusieurs tiers dûment agréés, les parts à un prix fixé, à défaut d'accord entre les parties, par un expert, dans les conditions prévues par l'article 1843-4 du Code Civil, étant précisé que les associés ont toutefois, pour l'acquisition des parts cédées, un droit de préférence qui s'exerce, pour chacun d'eux, proportionnellement au nombre de parts dont il est propriétaire comparé au nombre total de parts possédées par tous les associés exerçant ce droit sauf, le cas échéant, réduction du nombre ainsi obtenu à celui qui aura été demandé par l'intéressé, le surplus profitant alors aux autres demandeurs d'après les mêmes principes ;
- ou pour faire décider, avec le consentement de l'associé cédant, le rachat des parts par la société à un prix déterminé comme indiqué à l'alinéa précédent et la réduction corrélative du capital social.

Sauf accord du cédant ou de l'auteur de la transmission, l'achat doit porter sur la totalité des parts dont la cession ou transmission était projetée.

Si, dans les trois (3) mois du refus d'agrément, sauf prolongation de ce délai dans les conditions légales, l'accord n'a pu être réalisé pour l'acquisition des parts, la cession ou transmission initialement prévue peut être réalisée.

D. DISPENSE DU RESPECT DE LA PROCEDURE D'AGREMENT

La décision d'agrément peut résulter du consentement de tous les associés exprimé dans un acte, soit directement, soit par voie de représentation par l'intermédiaire d'un mandataire.

En ce cas, les notifications édictées par la procédure d'agrément définie ci-dessus n'ont pas lieu d'être effectuées.

ARTICLE 16 : CESSATION D'ACTIVITE D'UN PROFESSIONNEL ASSOCIE

Le professionnel associé qui cesse d'être inscrit sur la liste des commissaires aux comptes interrompt toute activité de commissariat aux comptes au nom de la société à compter de la date à laquelle il cesse d'être inscrit.

Lorsque la cessation d'activité du professionnel associé pour quelque cause que ce soit, sa radiation ou son omission de la liste des commissaires aux comptes a pour effet d'abaisser, au-dessous des quotités légales, le pourcentage des droits de vote détenus par des commissaires aux comptes ou des professionnels régulièrement agréés dans un autre Etat membre de la Communauté européenne pour l'exercice du contrôle légal des comptes, il dispose d'un délai de six mois à compter du jour où il cesse d'être inscrit sur la liste des commissaires aux comptes, pour céder tout ou partie de ses parts sociales permettant à la société de respecter ces quotités.

Au cas où les dispositions de l'un ou l'autre des deux alinéas précédents ne sont plus respectées, l'associé est exclu de la société, ses parts sociales étant, dans un délai de trois mois suivant l'expiration des délais mentionnés aux alinéas précédents, rachetées soit par toute personne désignée par la société, soit par celle-ci. Dans ce dernier cas, elles sont annulées. A défaut d'accord amiable sur le prix, celui-ci est fixé dans les conditions visées à l'article 1843-4 du Code civil.

ARTICLE 17 : RESPONSABILITE DES ASSOCIES

Sous réserve des dispositions légales les rendant temporairement solidairement responsables, vis-à-vis des tiers, de la valeur attribuée aux apports en nature, les associés ne supportent les pertes que jusqu'à concurrence de leurs apports.

Les professionnels associés assument dans tous les cas la responsabilité de leurs travaux et activités. La responsabilité propre de la société laisse subsister la responsabilité personnelle de chaque professionnel en raison des travaux qu'il exécute lui-même pour le compte de la société.

ARTICLE 18 : GERANCE

La société est administrée par un ou plusieurs gérants, personnes physiques inscrites sur la liste des commissaires aux comptes ou régulièrement agréés dans un autre Etat membre de la Communauté européenne pour l'exercice du contrôle légal des comptes.

Le ou les gérants sont nommés avec ou sans limitation de la durée de leur mandat par décision collective ordinaire.

ARTICLE 19 : POUVOIRS DE LA GERANCE

Le gérant ou chacun des gérants représente la société activement ou passivement et exerce tous ses droits.

Dans les rapports avec les tiers, le gérant est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir en toute circonstance au nom de la société, sous réserve des pouvoirs que la loi attribue expressément aux associés. La société est engagée même par les actes du gérant qui ne relèvent pas de l'objet social, à moins qu'elle ne prouve que le tiers savait que l'acte dépassait cet objet ou qu'il ne pouvait l'ignorer compte tenu des circonstances, étant exclu que la seule publication des statuts suffise à constituer cette preuve.

En cas de pluralité de gérants, chacun d'eux peut s'opposer à toute opération avant qu'elle ne soit conclue ; cette opposition est sans effet à l'égard des tiers, à moins qu'il ne soit établi qu'ils en ont eu connaissance.

Tout gérant peut, sous sa responsabilité, constituer des mandataires, même étrangers à la société, pour une ou plusieurs opérations ou catégories d'opérations déterminées et autoriser ces mandataires à substituer.

Le gérant, ou chacun des gérants s'ils sont plusieurs, a la signature sociale, donnée par les mots « Pour la société - le Gérant », suivis de la signature du gérant.

Toutefois, à titre de règlement d'ordre interne et sans que cette clause puisse être opposée aux tiers ni invoquée par eux, l'assemblée générale extraordinaire peut décider de limiter les pouvoirs de l'un des gérants.

La gérance est habilitée à mettre à jour l'article des statuts relatif au capital social à l'issue de toute cession ou transmission de parts n'impliquant pas le concours de la collectivité des associés.

La gérance peut également, dans les conditions légales et réglementaires, mettre les statuts en harmonie avec les dispositions impératives de la loi et des règlements.

Le ou les gérants sont tenus de consacrer tout le temps et les soins nécessaires aux affaires sociales; il peut, sous sa responsabilité personnelle, déléguer temporairement ses pouvoirs à toute personne de son choix pour un ou plusieurs objets spéciaux et limités.

ARTICLE 20 : CESSATION DES FONCTIONS DE LA GERANCE

Tout gérant est révocable par décision des associés représentant plus de la moitié des parts sociales.

En outre, tout gérant est révocable par décision des tribunaux pour cause légitime, à la demande de tout associé.

Si la révocation est décidée sans juste motif, elle peut donner lieu à dommages-intérêts.

La démission d'un gérant doit être notifiée par écrit aux autres gérants et à tous les associés, au moins trois (3) mois à l'avance, sauf décision contraire des associés.

S'il y a plusieurs gérants, en cas de cessation des fonctions de l'un d'eux, la gérance peut être assurée par le ou les gérants restants.

En cas de cessation des fonctions d'un gérant unique, toutes procurations antérieurement consenties par la gérance sont provisoirement maintenues.

ARTICLE 21 : REMUNERATION DE LA GERANCE

La gérance peut recevoir, en rémunération de ses fonctions, un traitement fixe ou proportionnel ou à la fois fixe et proportionnel, déterminé par décision collective ordinaire des associés et porté aux frais généraux.

La gérance a droit, en outre, au remboursement, sur présentation de justificatifs, de ses frais de représentation et de déplacement.

ARTICLE 22 : CONVENTIONS REGLEMENTEES ET CONVENTIONS INTERDITES

1. Conventions réglementées

Les conventions intervenues directement ou par personne interposée entre la société et l'un de ses gérants ou associés ainsi que les conventions passées par la société avec une société dont un associé indéfiniment responsable, gérant, administrateur, directeur général, membre du directoire ou membre du conseil de surveillance, est simultanément gérant ou associé de la société, sont communiquées aux commissaires aux comptes, s'il en existe, dans le mois de leur conclusion ou, s'il s'agit de leur continuation, dans le mois de la clôture de l'exercice.

Ces conventions font l'objet d'un rapport spécial de la gérance ou, s'il en existe, des commissaires aux comptes ; l'assemblée qui statue sur les comptes de l'exercice se prononce sur les conventions faisant l'objet du rapport spécial. Le gérant ou l'associé intéressé ne peut prendre part au vote et ses parts ne sont pas prises en compte pour le calcul du quorum et de la majorité.

La procédure édictée ci-dessus s'applique lorsque la personne intéressée est titulaire de droits démembrés portant sur des parts sociales (usufruitier ou nu-propriétaire).

En outre, s'il n'existe pas de commissaire aux comptes, les conventions visées ci-dessus et conclues par un gérant non associé sont soumises à l'approbation préalable de l'assemblée.

Lorsque la société ne comprend qu'un seul associé et que la convention est conclue avec celui-ci, il en est seulement fait mention dans le registre des délibérations, l'associé unique, seul à pouvoir statuer étant exclu du vote.

Les dispositions du présent paragraphe ne sont pas applicables aux conventions portant sur des opérations courantes conclues à des conditions normales.

2. Conventions interdites

En aucun cas, les gérants ou associés autres que les personnes morales ne peuvent contracter sous quelque forme que ce soit, des emprunts auprès de la société, se faire consentir par elle un découvert, en compte courant ou autrement, ou faire cautionner ou avaliser par elle leurs engagements envers les tiers. Cette interdiction s'applique également aux ascendants et descendants des gérants ou associés et à toute personne interposée ainsi qu'aux représentants légaux des personnes morales associées.

ARTICLE 23 : FORME DES DECISIONS COLLECTIVES

Les décisions collectives des associés peuvent être prises, soit en assemblée, soit par voie de consultation écrite des associés ou résulter du consentement unanime des associés exprimés dans un acte. Toutefois, l'approbation des comptes annuels doit obligatoirement faire l'objet, dans les six (6) mois de la clôture de l'exercice, d'une assemblée des associés.

Le gérant ou chacun des gérants peut, à toute époque, soumettre à la décision collective des associés, toutes propositions concernant la société. La gérance est tenue de le faire dans les divers cas prévus par la loi et les présents statuts.

Les procès-verbaux des assemblées et des consultations écrites sont, conformément à la loi, établis et signés par le ou les gérants et, le cas échéant, par le président de séance. Les copies ou extraits de ces procès-verbaux sont valablement certifiés par un gérant.

Les décisions collectives prises dans les formes ci-dessus prévues sont obligatoires pour tous les associés, même pour les dissidents et les incapables.

ARTICLE 24 : ASSEMBLEES GENERALES

1. Droit de convocation

La convocation est faite par le gérant ou, à défaut, par le commissaire aux comptes, s'il en existe un.

Un ou plusieurs associés détenant la moitié des parts sociales ou détenant, s'ils représentent au moins le quart des associés, le quart des parts sociales, peuvent demander la réunion d'une assemblée.

Tout associé peut demander au président du tribunal de commerce la désignation d'un mandataire chargé de convoquer une assemblée.

2. Lieu de réunion

Les assemblées sont tenues dans la ville du siège social ou dans toute autre ville ou localité en France suivant la décision prise à ce sujet par l'auteur de la convocation et au lieu indiqué dans celle-ci.

3. Mode et délai de convocation - Droit de communication

Les associés et le ou les commissaires aux comptes, s'il en a été nommé, sont convoqués, quinze (15) jours au moins avant la réunion de l'assemblée, par lettre recommandée indiquant l'ordre du jour. La convocation peut être verbale à la condition que tous les associés soient présents ou représentés à l'assemblée.

Lors de la convocation de l'assemblée annuelle d'approbation des comptes et dans le même délai, sont adressés aux associés les comptes annuels, le rapport de gestion, ainsi que le texte des résolutions proposées et, le cas échéant, le rapport général du ou des commissaires aux comptes et le rapport spécial établi en application de l'article L. 223-19 du Code de Commerce.

En cas de convocation d'une assemblée autre que celle prévue à l'alinéa précédent et dans le même délai, sont adressés aux associés le texte des résolutions proposées, le rapport du gérant ainsi que, le cas échéant, le rapport du ou des commissaires aux comptes. Les mêmes documents sont tenus à la disposition des associés au siège social pendant le délai de quinze (15) jours qui précède l'assemblée.

4. Ordre du jour – Texte de résolutions

L'ordre du jour de l'assemblée est arrêté par l'auteur de la convocation. Toutefois, à compter de la communication des documents soumis à l'assemblée annuelle, tout associé a la faculté de poser par écrit des questions auxquelles la gérance est tenue de répondre au cours de l'assemblée.

La collectivité des associés peut, en assemblée, modifier le texte des résolutions proposées et même adopter des résolutions supplémentaires n'ayant pas fait l'objet d'une communication préalable aux associés, sous réserve que ces résolutions concernent des questions entrant dans l'ordre du jour de la réunion.

5. Participation aux assemblées - Nombre de voix

Tous les associés ont droit de participer aux décisions collectives et chacun d'eux a autant de voix qu'il possède de parts sans limitation.

Le commissaire aux comptes, s'il en existe, a également accès à toutes les assemblées.

6. Représentation

Un associé peut se faire représenter par son conjoint, à moins que la société ne comprenne que les deux époux. Sauf si les associés sont au nombre de deux, un associé peut se faire représenter par un autre associé.

Les personnes morales sont valablement représentées aux assemblées par leur représentant légal ou par toute autre personne agissant sur délégation de pouvoir de celui-ci.

Un associé ne peut se faire représenter par un tiers étranger à la société.

7. Présidence - Secrétaire

L'assemblée est présidée par le gérant ou l'un des gérants. Si aucun des gérants n'est associé, elle est présidée par l'associé présent et acceptant qui possède ou représente le plus grand nombre de parts. Si deux associés qui possèdent ou représentent le même nombre de parts sont acceptants, la présidence de l'assemblée est assurée par le plus âgé.

L'assemblée peut désigner un secrétaire pris ou non parmi les associés ou les gérants.

ARTICLE 25 : CONSULTATIONS ECRITES

En cas de consultation écrite, le texte des résolutions proposées ainsi que les documents nécessaires à l'information des associés, sont adressés à chacun de ceux-ci et aux commissaires aux comptes, s'il en existe, par lettre recommandée.

Les associés disposent d'un délai maximal de vingt (20) jours à compter de la date de réception pour émettre leur vote par écrit. Jusqu'à l'expiration du délai fixé pour l'envoi de leur vote au gérant, les associés peuvent se rétracter et revenir sur les décisions qu'ils ont prises.

ARTICLE 26 : DECISIONS COLLECTIVES ORDINAIRES

Les décisions collectives à prendre sur toutes les questions autres que celles modificatives des statuts sont adoptées par un ou plusieurs associés représentant plus de la moitié des parts sociales ; si, sur une première délibération ou consultation, cette majorité n'est pas atteinte, il en est fait une seconde ayant le même objet et les décisions sont alors valablement prises à la majorité des votes émis, quel que soit le nombre des votants, sous réserve de la révocation du ou des gérants qui ne peut être adoptée que par décision des associés représentant plus de la moitié des parts sociales.

Lorsque les associés sont appelés à statuer sur une convention dite « réglementée », le calcul de la majorité est effectué par rapport à un nombre de parts déterminé après déduction des parts sociales possédées par les associés intéressés à ladite convention, ceux-ci ne pouvant pas participer au vote.

ARTICLE 27 : DECISIONS COLLECTIVES EXTRAORDINAIRES

L'assemblée extraordinaire est régulièrement constituée et délibère valablement si les associés présents ou représentés possèdent au moins, sur première convocation, le quart et, sur deuxième convocation, le cinquième des parts sociales ; à défaut de ce dernier quorum, la deuxième assemblée peut être prorogée à une date postérieure de deux (2) mois au plus à celle de sa réunion.

Les décisions comportant la modification des présents statuts sont prises par un ou plusieurs associés représentant au moins la majorité des deux tiers des voix sauf, toutefois, les décisions d'augmentation du capital par incorporation de réserves ou de bénéfices qui sont prises par les associés représentant au moins la moitié des parts sociales et sauf les décisions relatives à l'agrément de cessions ou transmissions de parts sociales dans les conditions définies par les présents statuts.

Les associés ne peuvent, si ce n'est à l'unanimité, changer la nationalité de la société.

ARTICLE 28 : EXERCICE SOCIAL - COMPTES SOCIAUX

L'exercice social commence le 1^{er} septembre et se termine le 31 août de chaque année.

La gérance établit, après la clôture de chaque exercice, l'inventaire des éléments de l'actif et du passif existant à cette date, les comptes annuels et le rapport de gestion.

Ces documents sont mis à la disposition du ou des commissaires aux comptes, s'il en existe, quarante cinq (45) jours au moins avant la réunion de l'assemblée annuelle.

Sauf changement exceptionnel dans la situation de la société, les comptes annuels sont établis, pour chaque exercice, selon les mêmes formes et les mêmes méthodes d'évaluation que pour les exercices précédents. Toute modification intéressant leur présentation comme les méthodes d'évaluation retenues doit être décrite et justifiée dans l'annexe et, de surcroît, signalée dans le rapport de gestion et, le cas échéant, dans le rapport du ou des commissaires aux comptes.

ARTICLE 29 : BENEFICES - AFFECTATION - RESERVES

Le compte de résultat récapitule les produits et les charges de l'exercice. Il fait apparaître par différence, après déduction des amortissements et des provisions, le bénéfice ou la perte de l'exercice.

Sur ce bénéfice, diminué le cas échéant des pertes antérieures, il est d'abord prélevé :

- cinq pour cent (5 %) au moins pour constituer le fonds de réserve légale, prélèvement qui cesse d'être obligatoire lorsque ledit fonds atteint le dixième du capital mais reprend son cours si, pour une cause quelconque, cette quotité n'est plus atteinte ;
- et toutes sommes à porter en réserve en application de la loi.

Le solde, augmenté du report bénéficiaire, constitue le bénéfice distribuable qui est à la disposition de l'assemblée annuelle pour être, sur la proposition de la gérance, en totalité ou en partie, réparti aux associés, à titre de dividende, proportionnellement au nombre de leurs parts, ou affecté à tous comptes de réserves ou reporté à nouveau.

Les réserves dont l'assemblée a la disposition peuvent être employées, sur sa décision, pour payer un dividende aux parts. En ce cas, la décision indique expressément les postes sur lesquels les prélèvements

sont effectués. Toutefois, les dividendes sont prélevés par priorité sur le bénéfice distribuable de l'exercice.

Hors le cas de réduction du capital, aucune distribution ne peut être faite aux associés lorsque les capitaux propres sont ou deviendraient, à la suite de celle-ci, inférieurs au montant du capital, augmenté des réserves que la loi ou les statuts ne permettent pas de distribuer.

ARTICLE 30 : CAPITAUX PROPRES INFÉRIEURS A LA MOITIÉ DU CAPITAL SOCIAL

Si du fait de pertes constatées dans les documents comptables, les capitaux propres de la société deviennent inférieurs à la moitié du capital social, la gérance est tenue, dans les quatre (4) mois qui suivent l'approbation des comptes ayant fait apparaître ces pertes, de consulter les associés sur la question de savoir s'il y a lieu à dissolution anticipée de la société.

Si la dissolution n'est pas prononcée, la société est tenue, dans les délais légaux, de réduire son capital d'un montant au moins égal à celui des pertes qui n'ont pu être imputées sur les réserves si, dans ce délai, les capitaux propres n'ont pas été reconstitués à concurrence d'une valeur au moins égale à la moitié du capital social.

La décision des associés est, dans tous les cas, publiée conformément à la réglementation en vigueur.

A défaut de consultation des associés, comme dans le cas où aucune décision collective n'a pu valablement être prise ou encore dans le cas où les dispositions du deuxième alinéa ci-dessus n'ont pas été appliquées, tout intéressé peut demander la dissolution de la société devant le tribunal de commerce.

ARTICLE 31 : TRANSFORMATION DE LA SOCIÉTÉ

La transformation de la société en société de toute autre forme s'effectuera conformément aux règles résultant de la législation alors en vigueur.

La transformation régulière de la société n'entraîne pas la création d'une personne morale nouvelle. Il en est de même de sa prorogation.

ARTICLE 32 : DISSOLUTION

Outre le cas où les capitaux propres de la société sont inférieurs à la moitié du capital social, les associés, statuant à la majorité requise pour la modification des statuts, peuvent, à tout moment, prononcer la dissolution de la société.

La dissolution peut également intervenir dans les cas prévus par la loi.

ARTICLE 33 : LIQUIDATION

A la dissolution de la société, à quelque époque et pour quelque cause que ce soit, la société entre en liquidation.

La dénomination de la société doit alors être obligatoirement suivie de la mention "société en liquidation" apposée sur tous les documents émanant de la société et destinés aux tiers.

Les associés, statuant aux conditions de majorité fixées pour les décisions collectives non modificatives des statuts, nomment un ou plusieurs liquidateurs, avec ou sans limitation de la durée de leurs fonctions et déterminent leur rémunération.

Les liquidateurs disposent des pouvoirs les plus étendus pour réaliser les éléments de l'actif, apurer le passif, répartir le solde disponible conformément à l'avant-dernier alinéa du présent article et, d'une manière générale, faire tout ce qui sera utile ou nécessaire à la liquidation complète de la société, en ce compris le maintien provisoire de l'exploitation.

La nomination du ou des liquidateurs met fin aux fonctions des gérants et, s'il y a lieu, sauf décision contraire des associés prise dans les conditions précitées, à celles de tout commissaire aux comptes.

Les associés sont convoqués en fin de liquidation pour statuer sur le compte définitif, sur le quitus de la gestion du ou des liquidateurs et la décharge de leur mandat et pour constater la clôture de la liquidation.

Pendant la liquidation, tous extraits ou copies des décisions des associés sont valablement certifiés par l'un des liquidateurs.

Les capitaux propres subsistant après remboursement du nominal des parts sociales sont répartis entre les associés proportionnellement à leurs droits dans le capital.